



**Ils se gavent pendant  
qu'on en bave.  
Il y en a marre !**

**1<sup>er</sup> mai 2021, rassemblements :**  
**Châteauroux : 10 h 30 place de la République**  
**Issoudun : 10 h 00 devant le Centre de Congrès Champs-Elysées**

En 2020, le monde a été ébranlé par la pandémie mondiale de COVID-19. Cette pandémie et les mesures prises pour lutter contre elle ont eu des conséquences pour tout le monde, mais elles ont surtout mis en relief l'aggravation des inégalités et des atteintes aux droits humains récurrentes et déjà présentes dans le monde.

Depuis un an, nombre de salariés ont été virés des entreprises, dont 1 million d'intérimaires et ça continue, plan après plan de licenciements et de fermetures d'entreprises. Dans l'Indre, plus de 2000 familles ont été mises sur le carreau et cela va continuer, voire s'accélérer dès la fin des aides gouvernementales vers les entreprises (chômage partiel, Prêt Garanti par l'Etat, aides publiques).

On compte déjà des licenciements et délocalisations pour Alvanco Aluminium Wheels, La Halle aux vêtements, Astronics PGA, Centrair, Lisi Indraero, Transports Guillemet, Safran, Coveix et des suppressions de postes et d'abandons de missions pour l'Hôpital, l'Education Nationale, les Finances, l'Energie, les Fonctions Publiques. Les termes changent, mais la réalité demeure la même. Chômage pour les uns, surcharge de travail pour les autres.

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux dans l'impossibilité d'assumer leur loyer, la précarité énergétique augmente de 22% tandis que les salaires stagnent et que le chômage partiel fait des ravages. Ils survivent et viennent grossir les rangs des intermittents du spectacle, étudiants, livreurs, saisonniers, extras de la restauration, guides touristiques, chômeurs, retraités et autres travailleurs précaires, sur les longues files d'attente des banques alimentaires.

Dans le même temps, en 2020, en pleine pandémie, **les 42 milliardaires français ont accru leur fortune de 175 milliards d'euros supplémentaires, soit l'équivalent de deux fois le budget de l'hôpital public.**

Le gouvernement aux ordres du capital, continue à faire la chasse aux chômeurs, présentés comme des fraudeurs ou des profiteurs. La réforme de l'assurance chômage, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet, va diminuer drastiquement le nombre de travailleurs indemnisés et le montant de leur indemnisation, y compris les cadres. 1,7 million de demandeurs d'emploi verront leurs indemnités diminuer.

A contrario, les entreprises françaises ont placé 300 milliards dans les paradis fiscaux avec 2500 filiales du CAC 40 qui sont domiciliées dans les paradis fiscaux. Les niches fiscales du Capital représentent 91 milliards et 36 milliards de profits ne sont pas déclarés. **N'en jetez plus, la coupe est pleine.**

### **La CGT refuse ce recul social et EXIGE :**

- **L'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage et l'arrêt des radiations et des sanctions de Pôle emploi ;**
- **L'arrêt des licenciements ;**
- **L'augmentation des salaires, retraites, pensions et minima sociaux de 300 € pour tous ;**
- **La réduction du temps de travail à 32 h ;**
- **Une Sécurité sociale financée à 100 % sur la base du salaire socialisé.**